

Brochure n° 3355

**Convention collective nationale**

IDCC : 2717. – **ENTREPRISES TECHNIQUES  
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÈNEMENT**

---

AVENANT N° 1 DU 30 JUIN 2009  
À L'ACCORD DU 21 FÉVRIER 2008 (SPECTACLE VIVANT) RELATIF  
À LA MISE EN CONFORMITÉ DES CODES NAF ET DE LA CONVENTION

NOR : ASET0950911M

TITRE I<sup>er</sup>

**MISE EN CONFORMITÉ DES CODES NAF**

ARTICLE UNIQUE

*Codes NAF*

L'article 1.1. de l'accord collectif national professionnel portant diverses dispositions d'ordre social spécifiques aux entreprises techniques du spectacle vivant et de l'événement, en son dernier alinéa, est modifié comme suit :

« Le critère d'application de la présente convention est l'activité principalement exercée par l'entreprise ; le code NAF attribué par l'INSEE ne constitue à cet égard qu'une simple présomption. Ces prestations s'inscrivent notamment dans la nomenclature INSEE aux numéros :

90.02Z : activités de soutien au spectacle vivant. Sont visés les services techniques spécialisés : machineries, costumes, décorations, éclairages, etc. »

TITRE II  
**MISE EN CONFORMITÉ DU TEXTE  
DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

ARTICLE UNIQUE

*Convention de rémunération*

Le titre V est modifié comme suit :

« TITRE V

**CONVENTION DE RÉMUNÉRATION ET RÉMUNÉRATION  
DES SALARIÉS ENGAGÉS EN CDD-U »**

L'article 5.1 est abrogé et remplacé par la rédaction suivante :

« Article 5.1

*Convention de rémunération*

Sous réserve du respect du titre V de la convention collective des entreprises techniques au service de la création et de l'événement, il est possible de convenir, dans le contrat de travail, d'une durée de travail quotidienne supérieure à 8 heures.

Dans ce cas, le contrat de travail doit mentionner l'existence d'une convention de rémunération et indiquer le barème de rémunération correspondant à la durée de travail prévue, incluant le cas échéant les majorations définies aux titres II et III du présent accord et à l'article 5.11.1 de la convention collective des entreprises techniques au service de la création et de l'événement.

On trouvera à l'article 5.3 plusieurs exemples de barèmes. Dans tous les cas, ces dispositions ne sauraient être défavorables au salarié. Elles ne dispensent pas l'employeur de la prise en compte de toutes les heures effectivement travaillées et résultent de la stricte application des différentes majorations prévues par les textes précités.

L'employeur ne peut en aucun cas s'exonérer du paiement de l'ensemble des heures travaillées. Lorsque des heures sont effectuées au-delà de la durée fixée au contrat, le salarié a droit à leur paiement, majoré le cas échéant. Lorsque le salarié remplit les obligations de son contrat dans une durée inférieure à celle prévue au contrat, le barème fixé dans le cadre de la convention de rémunération lui reste dû, sans diminution.

Il est rappelé que seules les heures effectives de travail sont prises en compte pour le calcul des plafonds journaliers et hebdomadaires et que celles-ci font l'objet d'une comptabilisation formalisée par l'employeur.

La durée de travail et le barème de rémunération correspondant sont des clauses explicites et obligatoires du contrat de travail.

La mise en œuvre des dispositions du présent article ne prive pas le salarié de sa contrepartie obligatoire en repos conformément aux dispositions légales en vigueur. »

L'article 5.3 est modifié comme suit :

« Article 5.3

*Exemples de barèmes applicables  
dans le cadre d'une convention de rémunération*

*Exemples de convention de rémunération*

*(A jour au 21 février 2008)*

*(En euros.)*

GROUPE	6 HEURES : 3 heures jour + 3 heures nuit (coef. 6,75)	12 HEURES (coef. 12)	12 HEURES : 8 heures jour + 4 heures nuit (coef. 13)	12 HEURES : 6 heures jour + 6 heures nuit (coef. 13,50)	15 HEURES : 9 heures jour + 6 heures nuit (coef. 18)
1	60,95	108,36	117,39	121,91	162,54
2	69,46	123,48	133,77	138,92	185,22
3	78,71	139,92	151,58	157,41	209,88
4	87,95	156,36	169,39	175,91	234,54
5	97,20	172,80	187,20	194,40	259,20
6					
7	111,11	197,52	213,98	222,21	296,28
8					
9					
10					
11					

Fait à Paris, le 30 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

SYNPASE.

**Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO ;

F3C CFDT.